



Service public

Fédération syndicale SUD

Pl. Chauderon 5 - 1003 Lausanne

tél. 021 / 351 22 50

e-mail info@sud-vd.ch

site www.sud-vd.ch

Lausanne, le 11 octobre 2024

CHUV : un état d'alarme délibérément construit ? Et entretenu ?

Le total des revenus du CHUV se monte à plus de 2 milliards de francs pour 2023. Son budget dépasse les 1,9 milliards de francs. Ce sont là les chiffres qui permettent d'évaluer l'importance du déficit de l'institution, soit 3,5 millions de francs. La mise en place d'une stratégie d'austérité et de réduction des coûts, moyennant le programme Impulsion et son déploiement jusqu'en 2028 représente beaucoup plus une démarche politique que la réponse à une urgence économique. Ce dont il s'agit, pour le Conseil d'Etat (CE), c'est de serrer le corset de l'austérité sur l'hôpital public et de donner des gages quant aux critères et aux modalités de gestion aux forces politiques, sociales et économiques qui montent au créneau contre le service public de santé. Il est assez piquant de rappeler, dans une période où le déficit des finances publiques est activement recherché par les autorités politiques, que la fortune du canton se monte à plus de 5 milliards de francs, accumulée à coups de saignées, de coupes et d'économies toutes marquées au sceau de l'injustice sociale, des années durant.

Ce qu'indiquent les chiffres de déficit du CHUV, c'est tout simplement que l'hôpital universitaire et public est délibérément sous-financé et placé dans une situation de plus en plus difficile pour répondre aux besoins sociaux qui s'affirment. Les urgences en sont un parfait exemple.

Derrière l'alarme au déficit se tient le projet d'un certain nombre de milieux de s'emparer d'une partie des centaines de millions francs de prestations d'intérêt général (PIG). La restructuration et l'austérité sont inséparables de la captation d'une partie des ressources de l'hôpital public. Cette stratégie, si elle devait aboutir, déterminerait de nouveaux dispositifs d'austérité et de réduction des coûts.

L'officialité du CHUV a beau dire qu'elle ne déploie pas une restructuration contre l'emploi, les salaires, le statut et les conditions de travail. En fait, il n'en est rien. D'ores et déjà, beaucoup de services et d'unités de travail au CHUV sont au bord de l'explosion, marqués par des dotations et des moyens insuffisants, des problèmes d'absences de plus en plus incontrôlables, une gestion du personnel systématiquement précarisante et un management extrêmement dur contre les travailleuses-eurs de l'institution. Il n'y a pas besoin de déployer une politique de restructuration du travail. Elle est déjà là. Elle est présente chaque jour et partout. La « hiérarchie » aigue se conjugue avec une réalité au travail de plus en plus difficile.

La mise en avant de gains d'« efficacité » devant donner des gages aux milieux qui attaquent le service public de la santé, confirme une austérité infinie. Nombreuses sont les forces qui veulent s'emparer d'une partie de la ressource publique et maintenir le personnel dans un état de pénibilité, de surcharge et de souffrance souvent, déterminant l'actualisation d'un risque psychosocial évident. Ceci amène notre syndicat à exiger une amélioration immédiate des conditions de travail du personnel, une réponse aux revendications salariales qui s'affirment dans l'institution et le passage à une politique respectueuse des droits fondamentaux et des valeurs humanistes.

Les autorités politiques doivent garantir les moyens et les dotations pour faire face aux demandes et aux besoins.

L'ensemble des ressources du CHUV, notamment les PIG, doivent être garanties contre les tentatives de captation au profit du privé. Les plans de restructuration, qui ne sont qu'un signe de conformité politique face aux exigences de la droite, doivent être abandonnés. L'Etat de Vaud doit financer ce qui est nécessaire à un service public de santé, répondant aux besoins de la population. Pour ce faire, les ressources aujourd'hui allouées ne sont pas suffisantes. Elles doivent être augmentées. Le Conseil d'Etat prétend s'occuper du bien-être de la population avec les mesures que l'on sait, il faut qu'il le fasse vraiment, concrètement et rapidement.